

Multiplions les efforts pour mettre fin au blocus cruel et inhumain de Cuba !

- **Levez le blocus maintenant !**
- **Cuba présentera une résolution pour mettre fin
au blocus américain à l'ONU le 23 juin**
- **Le Canada est invité instamment à voter en faveur de la résolution**
- **Des actions partout dans le monde pour exiger la levée du blocus**
- **Additif de Cuba au rapport du secrétaire général sur la résolution 74/7 de
l'Assemblée générale des Nations unies**

Multiplions les efforts pour mettre fin au blocus cruel et inhumain de Cuba !

Levez le blocus maintenant !

Événements de solidarité avec Cuba en juin



CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

SIGNEZ LA PÉTITION

Le blocus cruel et inhumain des États-Unis contre Cuba montre plus qu'un million de mots sauraient le faire ce que les États-Unis représentent et ont représenté sous les administrations successives qui invoquent les grands idéaux de liberté, de démocratie et de la nécessité de faire respecter les droits humains. Les belles paroles des impérialistes américains sonnent de

plus en plus creux à chaque jour qui apporte de nouvelles preuves de la cruauté et de l'inhumanité du blocus. L'administration Biden s'avère être passée maître dans l'art d'ordonner au monde entier de « respecter un ordre international fondé sur des règles ». Mais ce sont les impérialistes américains qui établissent ces règles et qui exigent leur respect selon leur interprétation à eux, sous peine de sanctions en cas de non-respect. Ils font du monde un endroit de plus en plus dangereux dans lequel ils commettent des crimes contre l'humanité et appellent cela des valeurs que nous devrions tous défendre.



Les Canadiens se joignent au peuple cubain et aux peuples du monde entier pour s'opposer aux crimes commis au nom de la défense des droits humains. Nous sommes unis pour exiger la levée du blocus et, en tant que Canadiens, nous exhortons le gouvernement du Canada à ne pas modifier sa politique à l'égard de Cuba pour convenir aux exigences des États-Unis. L'histoire ne pardonnera pas à ceux qui commettent des crimes contre l'humanité au nom d'idéaux élevés.

Levez le blocus maintenant !

Cuba présentera une résolution pour mettre fin au blocus américain à l'ONU le 23 juin

Le 23 juin, Cuba présentera aux Nations unies le rapport *Nécessité de lever l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique*.

Le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla, membre du Bureau politique du Parti communiste de Cuba, a souligné que le blocus est un acte de génocide qui constitue une violation massive des droits humains.

Sur son compte Twitter, le ministre cubain fait référence aux 243 mesures coercitives appliquées par l'ex-président Donald Trump, qui restent en vigueur sous l'administration du président Joe Biden.



« Le blocus est une politique cruelle, qui cause des souffrances, des privations et des pénuries aux familles cubaines. Il a été délibérément renforcé pendant la pandémie de COVID-19 ; il entrave l'accès aux médicaments, aux fournitures et aux équipements nécessaires », écrit-il.

Le ministre Rodriguez Parrilla affirme que le blocus économique, commercial et financier contre l'île restreint la liberté de voyage des Américains et « son application extraterritoriale réduit drastiquement nos revenus et entrave le développement ».

« Comme le virus à l'origine de cette pandémie, le blocus américain étouffe et nuit aux familles cubaines », ajoute-t-il.

Le ministre cubain des Relations extérieures souligne également que Cuba compte sur le soutien de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique inhumaine.

(TeleSUR, 23 avril 2021)

Le Canada est invité instamment à voter en faveur de la résolution



Caravane de voitures en appui à Cuba le 20 juin 2021

Le 23 juin, l'Assemblée générale des Nations unies votera sur la résolution annuelle intitulée « Nécessité de mettre fin à l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba ». Pendant vingt-huit années consécutives, la communauté internationale a rejeté catégoriquement la politique des États-Unis comme étant une violation criante du droit international, en particulier de la Charte des Nations unies.

En 2019, comme les années précédentes — avant que la pandémie de la COVID-19 ne suspende les activités normales de l'Assemblée générale — la communauté mondiale s'est massivement rangée du côté de Cuba en votant 187-3 en faveur de la résolution. Les seuls qui s'y sont opposés sont les États-Unis, Israël et le Brésil.

Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères du Canada, Marc Garneau, le 21 juin, le Réseau canadien pour Cuba (RCC) souligne que lorsque la résolution a été présentée pour la dernière fois devant l'Assemblée générale en 2019, le Canada figurait à nouveau parmi le très grand nombre de nations qui ont voté en faveur de cette résolution et appelle le gouvernement du Canada à poursuivre cette tradition en votant en faveur de cette résolution le 23 juin^[1].



Dans sa lettre, le RCC souligne également que depuis le début des années 1960, le gouvernement des États-Unis impose à Cuba le régime de sanctions le plus long de l'histoire et affirme qu'il s'agit d'une guerre économique dont l'objectif est la négation et l'extinction du droit de Cuba à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'indépendance.

La lettre souligne que les sanctions américaines constituent également une violation grave des droits humains du peuple cubain. Sous la présence américaine de Donald Trump, cette violation a atteint des niveaux sans précédent avec l'ajout de plus de 240 mesures vindicatives distinctes, qui demeurent toutes en place sous l'administration du président Joe Biden. Ce qui est particulièrement cynique, selon le RCC, est que cela s'est produit pendant une pandémie, ce qui rend extrêmement difficile pour Cuba l'obtention d'équipements médicaux et d'autres fournitures nécessaires pour protéger et préserver la santé de son peuple.



Le RCC attire également l'attention du ministre Garneau sur le fait que la « politique criminelle et immorale » du gouvernement américain comprend des tentatives de contraindre d'autres pays à participer à son régime de sanctions économiques contre Cuba et que le Canada n'a pas été à l'abri de ces pressions. Le RCC cite deux exemples montrant comment, par leur portée extraterritoriale, le blocus des États-Unis non seulement nuit aux relations entre le Canada et Cuba, mais viole la souveraineté du Canada en élevant la loi américaine au-dessus de la loi canadienne. Dans un cas, la Société

américaine de financement Honda a été condamnée à une amende de 87 255 dollars par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis parce que sa succursale canadienne a loué des voitures à l'ambassade de Cuba au Canada. Dans un autre cas, les Services Financiers Western Union (Canada) Inc. ont décidé en 2020 de mettre fin au transfert de fonds du Canada vers Cuba « en raison des défis uniques que pose l'exploitation de services de transfert de fonds de pays autres que les États-Unis vers Cuba ».

La lettre conclut en réitérant l'importance pour le Canada de voter en faveur de la résolution comme il l'a fait dans le passé et de rejeter la politique coercitive, unilatérale et extraterritoriale des États-Unis à l'égard de Cuba. Elle rappelle au ministre des Affaires étrangères qu'indépendamment de leurs positions politiques ou idéologiques, les Canadiens sont en faveur de l'établissement d'une véritable amitié avec Cuba et de relations fondées sur le respect mutuel, l'égalité et la reconnaissance du droit de Cuba à l'autodétermination et à la souveraineté.

Preuve en est que moins de 48 heures après sa publication, une pétition adressée au gouvernement du Canada pour s'opposer aux sanctions économiques américaines et aux relations entre le Canada et Cuba a recueilli les 500 signatures requises pour être inscrite dans les registres officiels du Parlement.

Note

1. Le texte complet de la [lettre du Réseau canadien pour Cuba](#).

(Photos: D. Pineda, Ottawa Cuba Connections, M. Gargzadeh)

Des actions partout dans le monde pour exiger la levée du blocus

La fin de semaine du 19 au 20 juin, des caravanes d'automobiles et d'autres actions ont eu lieu dans 50 villes partout dans le monde dans le cadre du projet des « Ponts d'amour » qui exigent la

fin des mesures coercitives contre Cuba et pour la normalisation des relations entre Washington et la Havane. Seize de ces villes étaient aux États-Unis, dont Miami, Albany, Albuquerque, Atlanta, Bloomington, Chicago, Fresno, Las Vegas, Los Angeles, Milwaukee, New Haven, New York, San Francisco, Seattle, Washington et Northampton.



Vancouver

Au Canada, des caravanes et des piquetages exigeant de mettre fin au blocus ont lieu sur une base mensuelle dans plusieurs villes, et la fin de semaine dernière il y a eu des caravanes en Nouvelle-Écosse, à Montréal, Ottawa, Vancouver et Victoria. À Toronto, des gens ont manifesté devant le consulat des États-Unis.

Victoria



Toronto



Ottawa



Halifax



Des actions ont aussi eu lieu en République dominicaine, au Nicaragua, en Uruguay, en Espagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud, en Chine et au Japon. D'autres actions sont prévues jusqu'au jour du vote.

Le 20 juin, le président cubain Miguel Diaz-Canel a envoyé un message de remerciement pour ce qu'il a appelé « la vague de solidarité qui est parvenue jusqu'à nous aujourd'hui dans des milliers de voix contre le blocus dans 50 pays partout dans le monde ». Il a dit que pour exprimer son appréciation et pour faire passer le même message, le peuple cubain avait organisé une régates et une randonnée à bicyclettes dans les provinces de Matanzas et de Holguin.



Miami, États-Unis



Londres, Angleterre



Irlande



Barcelone, Espagne





Turin, Italie



Afrique du Sud



Des fournitures médicales expédiées pour atténuer l'impact du blocus sur le système de santé cubain

Un aspect particulièrement cruel du blocus américain est qu'il empêche Cuba de se procurer un grand nombre de fournitures médicales essentielles pour répondre aux besoins de santé du peuple cubain, y compris la nécessité de vacciner la population contre la COVID-19. Le Réseau canadien pour Cuba (RCC) rapporte que, grâce au succès de sa campagne de collecte de fonds, il a réussi à faire parvenir 2 millions de seringues à Cuba ainsi que 30 000 dollars pour qu'il puisse s'en procurer davantage. Ensemble, le RCC et le Réseau national des États-Unis pour Cuba, dans le cadre de sa campagne « Sauvons des vies », ont recueilli suffisamment de fonds pour acheter 10 millions de seringues, ou près du tiers du nombre requis par Cuba pour vacciner toute sa population.

En même temps, une solide campagne menée par l'Association des résidents cubains au Canada a permis d'expédier encore plus de seringues ainsi que d'autres fournitures médicales indispensables telles que des ÉPI, des ventilateurs et des cathéters.

(Avec des informations du Réseau canadien pour Cuba)



Additif de Cuba au rapport du secrétaire général sur la résolution 74/7 de l'Assemblée générale des Nations unies



Le présent additif contient une mise à jour de la réponse de Cuba concernant la résolution 74/7 de l'Assemblée générale, intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier

imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », et fait état des principales répercussions de cette politique constatées entre avril et décembre 2020. Au cours de la période susmentionnée, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a renforcé le blocus de manière opportuniste et inédite, dans le contexte des difficultés provoquées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). [L'additif a été présenté le 5 mai 2021.]

Au cours des quatre dernières années, ce sont plus de 240 mesures coercitives qui ont été prises par le Gouvernement des États-Unis contre le peuple et le Gouvernement cubains, et ces mesures sont toujours en vigueur. Il ne s'agit pas seulement de simples mesures de renforcement du blocus, mais du recours à de nouvelles méthodes, dont certaines sont sans précédent, qui ont porté la guerre économique menée contre Cuba à des niveaux extrêmes, comme en témoignent les pénuries matérielles qui rythment la vie quotidienne de chaque Cubain.

Pour Cuba, ces restrictions aggravent les multiples défis créés par la pandémie de COVID-19 et en multiplient les effets dévastateurs dans les domaines socio-économique, sanitaire et financier. Ces mesures ont entravé à plusieurs reprises l'arrivée de l'aide humanitaire dans le pays, ce qui est immoral et injustifiable dans le contexte de la lutte contre la pandémie et révèle la nature criminelle du blocus.

Entre avril et décembre 2020, les pertes subies par Cuba à cause du blocus se sont élevées à 3 586,9 millions de dollars environ, ce qui, ajouté aux pertes de la période précédente, porte à un total de 9 157,2 millions de dollars les pertes subies entre avril 2019 et décembre 2020.

Aux prix courants, les pertes subies depuis que le blocus est appliqué, soit depuis près de 60 ans, s'élèvent à 147 853, 3 millions de dollars. Compte tenu de la dépréciation du dollar par rapport à la valeur de l'or sur le marché international, le blocus a causé des dommages pouvant être estimés à plus de 1 377 998 millions de dollars.

La conversion des coûts liés au blocus en capacité de paiement du pays permettrait, en moins de cinq ans, de remédier de manière significative à l'obsolescence d'une grande partie des infrastructures cubaines et, en particulier, de transformer la matrice énergétique du pays en privilégiant les sources d'énergie renouvelables. Disposer de cette somme d'argent permettrait à Cuba d'inverser favorablement sa situation financière, de renforcer la confiance des investisseurs et des créanciers étrangers et d'augmenter sensiblement sa capacité d'accès aux marchés financiers et aux marchés de capitaux.

Dans les circonstances actuelles, le blocus constitue un énorme fardeau pour la population et l'économie cubaines, et a des effets particulièrement dévastateurs dans le contexte de la pandémie de COVID-19, Cuba ayant dû mobiliser des ressources considérables pour garantir de toute urgence la disponibilité des équipements et du matériel nécessaires à son système national de santé.

Les effets du blocus sur le secteur de la santé, l'un des plus touchés au cours de la période considérée, se traduisent par la pénurie de produits de consommation essentiels, ainsi que par les difficultés de l'industrie nationale à acquérir les intrants nécessaires à la conservation des aliments et à la production de médicaments, entre autres choses.

Le refus des fournisseurs de fournir les marchandises convenues, les retards dans la livraison des intrants et l'augmentation des coûts, étant donné la nécessité de se fournir sur des marchés éloignés et de passer par des intermédiaires, ont notamment entraîné des pertes dans ce secteur, qui, pour la période comprise entre avril et décembre 2020, se sont élevées à 198 348 000 dollars. Cela représente une augmentation de 38 millions de dollars par rapport à la période précédente.

Les cas des entreprises allemandes Sartorius et Merck ainsi que celui de Cytiva et d'autres

fournisseurs habituels de l'île en matériel de laboratoire, en réactifs et en intrants, qui ont cessé leurs livraisons à Cuba en 2020 en raison du renforcement du blocus, sont particulièrement parlants à cet égard. Au cours de la période à l'examen, Cuba a été dans l'impossibilité d'avoir accès à 32 équipements et fournitures nécessaires à la production de candidats vaccins contre la COVID-19 ou à l'exécution d'étapes permettant l'achèvement des essais cliniques, notamment des équipements utilisés pour la purification des candidats vaccins, des additifs pour les équipements de production, des cuves et capsules de filtration, du chlorure de potassium en solution, du thiomersal, des sacs et des réactifs.

Faute de pouvoir traiter directement avec le fabricant, Cuba a dû faire appel à d'autres fournisseurs qui ont joué le rôle d'intermédiaires, ce qui a entraîné une augmentation des prix comprise entre 50 % et 65 % du prix habituel.

Cette situation a nui aux travaux de plusieurs entités de l'industrie biopharmaceutique cubaine, parmi lesquelles le Centre de génie génétique et de biotechnologie, l'Institut de vaccination Finlay, la société Laboratoires AICA et la société d'import-export FarmaCuba, qui participent directement aux efforts du pays pour faire face à la pandémie.

En novembre 2020, le Ministère des transports des États-Unis a refusé, sur ordre du Département d'État, d'accorder aux compagnies aériennes IBC Airways et SkyWayEnterprises l'autorisation d'effectuer des vols vers Cuba pour transporter des marchandises à visée humanitaire. La première compagnie a affirmé que la décision était due au fait que Cuba faisait partie des « pays soumis à des sanctions économiques imposées par les États-Unis », tandis que la seconde a évoqué des difficultés avec Stripe, la société américaine qui lui sert de prestataire de services de paiement.

De même, en février 2021, les sociétés JustGiving et Crowdfunder UK ont bloqué les pages de l'organisation de solidarité « Cubanos en UK » créées pour récolter des fonds en vue de l'achat de fournitures médicales et pour soutenir la campagne de vaccination contre la COVID-19 à Cuba.

Malgré ces obstacles et ces limitations de taille, le rôle de Cuba dans la lutte contre la pandémie a été salué au niveau international. Le pays dispose de cinq candidats vaccins en cours de développement et a dépêché 57 brigades médicales dans 40 pays et territoires pour appuyer la lutte contre la pandémie. La campagne immorale de diffamation organisée par les États-Unis contre les initiatives de coopération médicale cubaine n'a pas pu arrêter la solidarité et la vocation humaniste de notre peuple.

Le durcissement des effets extraterritoriaux du blocus a créé des obstacles supplémentaires aux échanges commerciaux et financiers de Cuba. La mise à jour des listes établies de façon unilatérale par les États-Unis a restreint l'activité commerciale et touristique du pays et réduit les revenus perçus par l'État cubain à ce titre. Le Département d'État a ajouté de nouvelles entreprises à la Liste des entités cubaines soumises à des restrictions, liste conçue uniquement aux fins d'empêcher Cuba d'effectuer des transactions avec des personnes soumises à la juridiction des États-Unis. Cette liste établie de façon unilatérale a continué d'avoir un effet intimidant et dissuasif sur les milieux d'affaires internationaux.

Fincimex et American International Service, deux entreprises cubaines qui facilitent l'acheminement des transferts de fonds, ont subi des répercussions dommageables significatives à la suite de leur inscription sur ladite liste, en juin et en septembre 2020 respectivement. Cette inscription visait à casser le circuit des fonds servant de revenus aux familles et à limiter considérablement l'entrée de devises dans le pays. Western Union, la société de services financiers la plus utilisée pour envoyer des fonds à Cuba, a cessé ses activités dans le pays. Les conséquences de ces mesures se font encore sentir. Outre leurs incidences générales sur l'économie cubaine, ces mesures ont des conséquences particulièrement préjudiciables pour les personnes dont les revenus personnels dépendent de ces transferts de fonds et représentent une

charge onéreuse pour ceux qui, depuis les États-Unis, envoient cet argent à leurs parents et à leurs proches à Cuba.

Au cours de la période considérée, des poursuites ont été engagées en vertu du titre III de la loi Helms-Burton à sept reprises. Depuis l'activation de ces dispositions, en mai 2019, des poursuites ont été engagées à 34 reprises au total. Par son caractère extraterritorial, cette loi viole la souveraineté des pays tiers, nuit aux intérêts de leurs nationaux et entrave leurs relations commerciales avec Cuba.

Les navires et les entreprises associés au transport de carburant ont continué à faire l'objet de menaces et de mesures coercitives, ce qui a créé des difficultés considérables dans la vie quotidienne dans le pays et a directement porté préjudice aux familles cubaines.

Entre avril et décembre 2020, le préjudice monétaire et financier a atteint le montant de 404,2 millions de dollars. Cela représente une augmentation de 42 % par rapport à la période précédente et souligne la brutalité de la persécution financière dont Cuba a été la cible l'année dernière.

En janvier 2021, les États-Unis ont inscrit Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, qu'ils établissent de façon unilatérale ; cette décision, qui a été largement contestée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis, renforce les conséquences du blocus en aggravant les difficultés que rencontre Cuba pour participer au commerce international, effectuer des opérations financières et acquérir des intrants de base.

Des dizaines de banques ont suspendu leurs opérations avec Cuba, y compris en ce qui concerne les transferts légitimes pour l'achat de nourriture, de médicaments et de biens destinés à la population. Au beau milieu des difficultés créées par la pandémie de COVID-19, des dizaines de missions diplomatiques cubaines dans le monde ont été lâchées par les banques qui leur proposaient traditionnellement des services, celles-ci craignant de subir des représailles de la part du Gouvernement des États-Unis. Cette situation nuit au fonctionnement et aux moyens de subsistance des entités concernées et de leur personnel. Le durcissement du caractère extraterritorial du blocus dans la sphère financière touche également les personnes physiques. De nombreuses informations font état de cas de Cubains qui, alors même qu'ils ne vivent pas à Cuba, se heurtent au refus de leurs banques d'effectuer des transferts en rapport avec Cuba.

Le Bureau du contrôle des avoirs étrangers a continué d'imposer des mesures coercitives à des entités américaines et à des entités de pays tiers en réponse à de prétendues violations du blocus. Pour la période allant de 2017 à 2020, le coût de ces sanctions a atteint un montant total de 3 761 876 629 dollars.

Des restrictions des voyages des Américains à Cuba ont également été appliquées, mesures qui allaient à l'encontre du soutien aux échanges entre les peuples de ces pays manifesté par de larges secteurs aux États-Unis. En septembre 2020, l'autorisation qui permettait à des personnes relevant de la juridiction des États-Unis d'organiser des réunions ou des conférences professionnelles à Cuba ou d'y assister a été supprimée, ainsi que l'autorisation d'effectuer des démarches liées à des spectacles publics, à des expositions et à des compétitions sportives, entre autres. En outre, une liste d'hébergements interdits à Cuba, comprenant 422 hôtels et maisons à louer, a été établie.

Les restrictions concernant les voyages et les transferts de fonds ont des conséquences aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé de Cuba. Si ces obstacles étaient supprimés, de nombreux professionnels des transports, propriétaires de logements, artisans, entre autres, pourraient percevoir des revenus plus élevés et auraient de plus grandes possibilités de développement de leur activité économique.

Les intérêts des entreprises américaines ont eux aussi été touchés par le renforcement du blocus.

En juin 2020, on a appris que le Département du Trésor des États-Unis a refusé à l'entreprise Marriott International le renouvellement de la licence qui lui permettait d'exploiter un hôtel à Cuba et lui a interdit d'entreprendre des activités à l'avenir dans le pays.

Cette politique empêche les entreprises cubaines et américaines de progresser dans la conclusion d'accords mutuellement bénéfiques dans plusieurs secteurs, dont les télécommunications. Dans ce secteur, les répercussions du blocus ont entravé des accords conclus précédemment établis, comme le projet de location de capacités sur un câble sous-marin entre l'entreprise cubaine de télécommunications ETECSA et la société C and W Networks. Cette dernière a sollicité la licence requise auprès de la Commission fédérale des communications en septembre 2018, avant de retirer sa demande en octobre 2020, celle-ci étant restée sans réponse.

Les négociations entre FedEx et le groupe commercial Correos de Cuba se heurtent à une situation similaire. Les deux entreprises ont convenu de commencer leurs opérations en mai 2019, mais FedEx a décidé de reporter le début des opérations à janvier 2020, en raison du refroidissement des relations bilatérales entre Cuba et les États-Unis. Depuis lors, la société n'a cessé de reporter le début des opérations, en faisant valoir les mêmes motifs.

Plusieurs comptes de médias cubains sur diverses plateformes numériques ont été supprimés. En août 2020, alors que Cuba s'apprêtait à annoncer qu'il disposait d'un premier candidat vaccin contre la COVID-19, Google a censuré les pages YouTube des médias *Granma*, *Mesa Redonda* et Cubavisión Internacional, en prétextant de prétendues violations des lois américaines sur l'exportation.

Le secteur agricole est un autre secteur particulièrement touché par le blocus. La perte de revenus provenant des exportations de biens et de services, les coûts supplémentaires découlant de la délocalisation géographique du commerce et d'autres obstacles entravant l'acquisition de technologies et de combustibles ont gravement nui à la production et à l'acquisition de denrées alimentaires à Cuba, ce qui a entraîné des pertes représentant un montant qui s'est élevé à 330 466 millions de dollars pour la période comprise entre avril et décembre 2020.

Le secteur agricole américain pâtit lui aussi de cette situation. Comme indiqué dans la lettre envoyée par la United States Agriculture Coalition for Cuba au président Joseph Biden en janvier 2021, Cuba représente une perspective de débouchés pour les agriculteurs et les éleveurs américains, car elle importe chaque année des denrées alimentaires d'une valeur d'environ 2 milliards de dollars, dont seuls moins de 10 % proviennent des États-Unis. Si les barrières commerciales entre les deux pays étaient supprimées, les exportations américaines de plusieurs produits agricoles pourraient augmenter de manière significative.

Ces derniers mois, on a assisté à de nombreuses prises de position, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis, visant à appeler le Président Biden à utiliser ses prérogatives pour modifier l'application du blocus ainsi que son impact humanitaire et économique. En février 2021, 56 organisations américaines, dont des organisations religieuses, écologistes et universitaires, parmi lesquelles figuraient des groupes d'avocats et des groupes de défense des droits humains, ont signé une lettre dans laquelle elles ont exhorté le président à revenir sur les politiques de l'ancien président Donald Trump. Plusieurs parlementaires américains ont écrit à l'Administration actuelle dans le même but.

Dans ses efforts en vue de la levée du blocus, Cuba bénéficie depuis longtemps du soutien de l'immense majorité de la communauté internationale. Nous sommes convaincus que cette soixante-quinzième session de l'Assemblée générale sera de nouveau l'occasion de réitérer la condamnation internationale de cette politique irrationnelle et cruelle, qui viole les principes énoncés dans la Charte des Nations unies et par le droit international.

(Ministère des Relations extérieures de Cuba)